

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.540

29 septembre 1997

(97-4056)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Systèmes d'extincteurs automatiques du type sprinkler fixes utilisant le dioxyde de carbone comme élément extincteur à bord des navires de haute mer
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 278/1992 (Construction, acquisition et inspection périodique des systèmes d'extincteurs automatiques du type sprinkler fixes utilisant le dioxyde de carbone comme agent d'extinction)
6.	Teneur: Cet avis énonce des règles relatives à l'installation ou à la modification, à l'entretien, à la protection et aux essais, contrôles et inspections périodiques des systèmes d'extincteurs automatiques du type sprinkler fixes utilisant le dioxyde de carbone comme agent d'extinction. Selon le gouvernement néerlandais, le projet de règlement visé au point 5 renferme probablement des règlements techniques au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Liste indicative des règlements techniques: articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12. Cet avis renferme des règles nationales et met en oeuvre la directive 94/57/CE du Conseil. L'avis notifié sera introduit conformément aux dispositions de la directive 97/--/CE du Conseil concernant les règles et normes de sécurité applicables aux navires à passagers en service national dès que cette directive sera mise en oeuvre.

7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés dans l'intérêt de la sécurité publique et afin de protéger la vie et la santé des personnes. L'article 14 renferme une disposition relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont à des prescriptions équivalentes établies dans le pays d'origine.
8.	Documents pertinents: - Décret de 1965 sur la navigation Aucune note explicative n'était jointe à l'avis originel.
9.	Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: